



**Social Good Accelerator EU**  
**Mouvement européen de l'accélération Tech**  
**des organisations d'intérêt général**

**Position paper**

**Livre blanc Intelligence artificielle**  
**de la Commission européenne**

(en complément du [Position paper sur la Stratégie Data de mai 2020](#))

**Paris-Bruxelles, juin 2020**

La stratégie en matière de données et le livre blanc sur l'intelligence artificielle sont les premiers piliers de la nouvelle stratégie numérique 2021-2027 de la Commission européenne. Ils mettent tous deux l'accent sur la nécessité de donner la priorité aux personnes dans le développement des technologies, ainsi que sur la nécessité de défendre et de promouvoir les valeurs et les droits européens dans la manière dont la technologie est conçue, fabriquée et déployée dans l'économie réelle.

Le Livre blanc de la Commission européenne sur l'Intelligence artificielle (IA) vise à mettre en place un écosystème d'IA qui fera bénéficier l'ensemble de la société et de l'économie européennes des avantages de la technologie pour les citoyens (services publics améliorés) ; pour les entreprises (nouvelle génération de produits et de services dans les domaines où l'Europe a une longueur d'avance) ; et dans le domaine des services d'intérêt public. Ce document stratégique postule que l'utilisation des systèmes d'IA peut jouer un rôle considérable dans la réalisation des objectifs de développement durable, et dans le soutien au processus démocratique et aux droits sociaux.

Le [Social Good Accelerator EU](#), association européenne qui plaide pour une accélération technologique des organisations d'intérêt général, considère que ces objectifs doivent absolument intégrer les acteurs de l'Économie sociale et solidaire, reconnus depuis 2011 par la Commission européenne comme l'un des leviers d'une « croissance intelligente, durable et inclusive ». Ce secteur à lucrativité limitée ou non lucrativité cherche à concilier solidarité, performance économique et utilité sociale, démontre une certaine résistance face aux crises - il en a encore fait la preuve lors de la crise COVID 19 - et contribue grandement à en atténuer les effets sociaux. Il réunit un large panel de secteurs économiques (10% du PIB européen), et pourvoit aujourd'hui un nombre croissant d'emplois en Europe. (11M de travailleurs soit 4,5 % de la population et jusqu'à 11% dans certains pays). ¼ des nouvelles organisations créées chaque année, voire ½ dans certains pays appartiennent à ce secteur (source : FSE).

Notre consultation a souligné que le développement actuel de la stratégie IA de la Commission européenne oublie le rôle et le potentiel de la société civile et les acteurs de l'Économie sociale et solidaire dans la recherche et la production d'IA. A la lecture du livre blanc sur l'IA, la recherche en IA semble en effet déconnectée de la société civile et des acteurs de l'ESS, et donc des publics cibles de ces organisations

Par ailleurs, en matière de défis du développement de l'IA, l'ESS est confrontée aux mêmes défis que les PME/TPE, avec en surplus certains défis spécifiques. En particulier, les organisations de l'Économie sociale et solidaire bénéficient de financements moindres, en raison de leur modèle économique (lucrativité limitée ou non lucrativité) et de l'absence de cadre juridique européen sur les modèles à lucrativité limitée et les entreprises à mission sociale ; ils ont besoin d'une acculturation spécifique et adaptée aux enjeux numériques et enfin ils sont confrontés à un défi encore plus important que les TPE/PME de recrutement de personnes compétentes sur ces questions.

A la lecture du Livre Blanc sur la stratégie Intelligence artificielle de la Commission européenne, il nous semble fondamental de rappeler le rôle clé des organisations de l'Économie sociale et de la Société civile européenne dans la définition de la création de valeur économique, sociale et environnementale liée à la nouvelle économie des données et à sa gouvernance démocratique. Le développement et l'adoption de l'IA doivent être inclusifs : il faut donc les associer à la définition et à la production des dispositifs pour tirer pleinement parti des possibilités qu'offre l'IA pour la société dans son ensemble.

Nous élaborons ainsi plusieurs propositions, associées à celles contenues dans notre précédent position paper sur la stratégie Données.

## **I. CRÉER UN ÉCOSYSTÈME D'EXCELLENCE PLURIDISCIPLINAIRE & MULTI-ACTEURS POUR LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE MAIS AUSSI POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE**

L'excellence de cet écosystème devrait être considérée à l'aune d'une performance économique mais aussi sociale et environnementale, dans le cadre des [Objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2020](#) et de [l'approche européenne du développement durable](#).

### **I.A) Une gouvernance partagée, axée sur le facteur humain ET le facteur environnemental**

Les instances européennes présidant à la définition des stratégies de régulation et d'investissement sont encore trop orientées business. Si l'éthique est un domaine bénéficiant d'une large expertise au niveau institutionnel, les usages sociétaux et environnementaux ainsi que les mécanismes inégalitaires liés à la production de l'IA sont encore trop peu pris en considération. Cela peut s'expliquer notamment par le manque de diversité et de pluridisciplinarité au sein du [groupe d'experts de Haut niveau sur l'intelligence artificielle](#) auprès de la Commission européenne.

Aussi nous préconisons **davantage de diversité et de pluridisciplinarité, incluant des experts issus des organisations de l'Économie sociale et de la société civile, dans les instances de conseil de la Commission européenne sur l'Intelligence artificielle, et au-delà sur l'économie numérique**. Cette diversité et cette pluridisciplinarité sont essentielles à la mise en œuvre d'une stratégie IA cohérente avec le Pacte vert, une économie aux services des personnes et le nouvel élan pour la démocratie européenne. L'Économie sociale et solidaire et la société civile comptent à ce jour de véritables experts du numérique, qui représentent des courants de pensées et des méthodes de production alternatives, au service des citoyens, de l'inclusion économique et numérique, de l'éducation, des droits humains. Ils doivent être consultés régulièrement sur les grands axes de la stratégie "Un Europe adaptée à l'ère du numérique".

### **I.B) Un plan ambitieux de formation initiale et continue, off et online sur l'IA donnant aux organisations de l'Économie sociale et solidaire, quel que soit leur statut, les moyens d'agir, d'investir dans les compétences et de créer des coopérations pour l'intérêt général.**

La Commission européenne devrait réorienter des budgets post Covid, dans le cadre notamment du plan Next Generation Eu, pour financer un grand programme de reconversion/réinsertion dans les métiers de l'Intelligence artificielle via les modèles de l'ESS, en misant sur les entreprises d'insertion par l'emploi (Simplon.co, Samaforce...) et les programmes multi partenariaux comme Territoires Zéro chômeurs (France).

Il serait fortement souhaitable de pouvoir flécher des enveloppes spécifiques dédiées à des formations adaptées à la montée en compétences professionnelles des organisations de l'ESS, répondant aux enjeux du secteur (compétences de Product owners, Manager IT, Data scientists et analysts, mais aussi culture numérique des travailleurs sociaux...). L'enjeu est triple : préserver le rôle économique et démocratique des organisations de l'ESS mais aussi répondre aux enjeux de fracture numérique qu'elles adressent.

A ce titre, les réseaux de Tiers-lieux, de Fablabs et de Makers et les entreprises d'insertion par la formation et l'emploi, qui ont fait preuve de toute leur capacité d'innovation citoyenne pendant la crise Covid, pourraient agir comme des opérateurs. Ils sont pour beaucoup "non for profit" et appartiennent de fait au secteur de l'Économie sociale et solidaire en Europe. Ce volet formation pourrait également partiellement faire appel à de la formation "pair à pair" sous forme de Pro bono (détachement gratuit de salariés-formateurs de start-ups / grandes entreprises dans des organisations de l'ESS, par exemple).

Les réseaux d'Éducation populaire pourraient également être incités à développer des programmes concourant au renforcement de l'éducation des enfants et adolescents dans les domaines de la culture numérique, de même que les acteurs de la médiation numérique qui concourent à augmenter les compétences des citoyens et publics éloignés du numérique.

Ce plan de soutien à l'emploi visera également à intégrer davantage de diversité, d'équité et de non-discrimination dans la production d'IA et l'apprentissage de la machine. Cela permettra également de mieux reconnaître et valoriser l'humain derrière l'IA. En effet, de nombreux systèmes d'IA font en réalité intervenir de grandes quantités de travail humain, souvent cachées aux utilisateurs finaux<sup>1</sup>, avec pour corollaire un manque de transparence à l'égard des utilisateurs et des consommateurs de services, mais aussi celui d'une forme d'utilisation d'un travail caché et non reconnu.

### **I.C) La mise en place d'un modèle européen de clusters ou Pôles européens de coopération Data/IA dédiés à l'intérêt général, intégrant des chercheurs en sciences humaines et des acteurs de l'Économie sociale et solidaire.**

En effet, l'Économie sociale et solidaire (incluant la société civile) dispose de nombreux atouts pour développer des pôles d'excellence IA en Europe.

- La connaissance des besoins sociaux pour rendre l'IA plus inclusive et de véritables modèles d'entreprises d'inclusion par la formation et l'emploi dans l'économie numérique (la MedNum et Aptic, Simplon.co (France), Bencode (Belgique), Waag (Pays-Bas), CDI Portugal...
- Les modèles de "clusters" et de coopération propres à l'ESS, qui pourraient inspirer l'économie numérique (ex. Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) ; grands partenariats entre entreprises de formation et d'insertion et entreprises Tech comme celui de Simplon.co et Microsoft)
- Un véritable potentiel de production et d'analyse de méta-données de l'ESS utiles pour la transition écologique et sociétale, aujourd'hui largement sous-estimé et sous-exploité.

Un véritable partenariat entre les acteurs de la recherche (STEM et Sciences humaines) et les organisations de l'Économie sociale et solidaire devrait être impulsé. Une recherche appliquée pourrait être menée en particulier, en partenariat, sur les questions de diversité des producteurs d'IA et des biais de l'IA pour proposer des modèles d'IA plus inclusifs et équitables.

Le Design d'IA spécifiquement dédiées à la justice sociale et à des solutions qui répondent à la crise climatique/ de la biodiversité devrait, dans ce cadre, pouvoir bénéficier d'enveloppes de financement beaucoup plus importantes.

<sup>1</sup> Voir l'exemple cité par le CESE dans son avis INT/887 l'intelligence artificielle axée sur le facteur humain (annotation13) : Voir par exemple: «A white-collar sweatshop': Google Assistant contractors allege wage theft», *The Guardian*, 29.5.2019 et «Bot technology impressive, except when it's not the bot», *The New York Times (International Edition)*, 24.5.2019.

#### **I.D) Des normes et des critères d'investissements qui replacent l'humain au centre de la Production/Design de l'IA et vise à accompagner la transition sociale et environnementale**

Une plus grande inclusion des organisations de l'Économie sociale et solidaire dans les décisions politiques et publiques relatives à l'IA pourrait permettre de mieux arbitrer en matière d'investissements sur le « machine learning » tout en préservant les ressources humaines là où elles sont indispensables à la souveraineté, à la préservation de l'environnement, à l'équité et à la justice sociale.

L'inclusion de critères d'investissement sur l'hybridation des modèles économiques et les partenariats public-entreprises-ESS est en particulier une piste à creuser.

Au-delà, nous proposons que l'Union adopte le cadre des Objectifs de Développement Durable comme ligne directrice pour le développement futur de l'IA. Nous plaçons également en faveur d'une mise en œuvre durable de l'IA par les différentes organisations, au moyen notamment de bonnes pratiques en matière d'information et de consultation.

#### **I.E) Enfin la Commission pourrait lancer une étude sur les opportunités de modèles économiques "non for profit" à forte valeur sociale et environnementale, basée sur les Data et l'IA pour les acteurs de l'Économie sociale et solidaire.**

Par exemple, en matière de taxation du numérique et d'innovation sur les financements publics, nous soutenons la réflexion sur une taxation européenne sur l'IA pour mieux financer les services publics et les partenaires privés de l'intérêt général que représentent les organisations de l'Économie sociale et solidaire.

En effet, les domaines liés à la propriété intellectuelle et industrielle semblent ouvrir des nouveaux champs possibles à la taxation, au-delà de la simple taxation des bénéficiaires : la production culturelle et intellectuelle par des IA réclame nous semble-t-il un champ d'expérimentation pluridisciplinaire et de nouvelles opportunités de financement des domaines d'utilité sociale.

Un modèle de licence libre sur le modèle de la licence "Creative commons" pourrait également être réfléchi, pour mettre à disposition de la société civile des algorithmes conçus pour accélérer la transition écologique et sociétale.

Les domaines de coopération entre entreprises classiques et organisations de l'ESS ouvrent aussi un certain nombre d'opportunités en matière d'intelligence artificielle et devraient être encouragés, par des achats publics, des enveloppes de financement dédiées et une plus grande valorisation politique (voir le [Rapport de suivi de la SBI sur les coopérations - EASME/DG Grow, Commission européenne](#)). Ils pourraient, si encouragés, permettre le changement d'échelle de solutions numériques souveraines à forte valeur sociale et environnementale comme [Reconnect](#), [le Cloud solidaire](#).

## II. CRÉER UN ÉCOSYSTÈME DE CONFIANCE, ÉQUITABLE & DÉMOCRATIQUE

L'intelligence artificielle (IA) n'est pas une fin en soi mais un outil qui peut produire des changements radicaux positifs mais aussi comporter des risques. C'est pourquoi il faut en encadrer l'usage.

Avec les experts consultés, nous avons réfléchi à plusieurs propositions :

**II.A) La mise en place des réglementations, définitions des domaines "à haut risque" et normes éthiques relatives à l'IA doivent faire l'objet d'une véritable concertation démocratique.**

A ce titre, les réseaux de l'Économie sociale et solidaire, en tant que représentant des organisations d'utilité sociale et de leurs bénéficiaires, doivent être consultés. Et ce à la fois pour protéger les libertés et données individuelles, l'égalité d'accès, l'anticipation des biais, mais aussi se prémunir du risque d'une sur-régulation qui serait préjudiciable aux petites organisations, majoritaires dans l'ESS. En effet, ces dernières n'ont pas les moyens humains, financiers et techniques d'assurer elles-mêmes, en interne, les vérifications sur la conformité de leurs usages (voir l'impact du RGPD) : il s'agit de compétences d'audit à mutualiser.

**II.B) La mise en place d'une instance indépendante public/privée, encore une fois diverse et pluridisciplinaire qui noterait les algorithmes et technologies sur la base de retours consommateurs-citoyens et de tests (retro engineering) et proposerait un Label d'IA socialement et environnementalement responsable.**

Cette instance pourrait être créée comme un conseil supérieur (modèle du Conseil national du numérique en France) ou encore une agence de notation européenne (sur le modèle de Vigeo-Eiris) sur l'IA.

En matière d'IA, il conviendrait d'avoir une grille spécifique d'évaluation et de notation RSE, dont cette instance représentative de la diversité des acteurs économiques aurait la charge. L'IA doit intégrer "by design" la responsabilité sociale et environnementale, et cette instance pourrait être chargée d'une Labellisation/certification.

**II.C) Nous appuyons les propositions du CESE européen de créer un «certificat européen d'entreprise de confiance pour l'IA», mais aussi de réaffirmer l'importance de la transparence et du dialogue social, dans son avis "[Renforcer la confiance dans l'intelligence artificielle axée sur le facteur humain](#)".**

La transparence, la traçabilité et l'explicabilité des processus de prise de décision algorithmique représentent un défi auquel les organisations de l'ESS - et en particulier acteurs de la mesure d'impact social, les entreprises d'insertion spécialisées, de la médiation numérique et les acteurs de l'Education populaire - peuvent contribuer.

-----

## **Les conditions de réalisation de ce Position Paper**

Le Social Good Accelerator a lancé une initiative de consultation adaptée sur les deux stratégies Data et IA de la Commission européenne, en deux volets :

- **Un questionnaire en ligne**, disponible en Français et en Anglais a obtenu 22 réponses provenant de 4 pays européens (Belgique, France, Suède, Portugal). Ce questionnaire public a été adressé à nos membres et diffusé sur nos réseaux sociaux pour atteindre l'ensemble de notre écosystème européen
- **Des entretiens avec des experts** : nous remercions tout particulièrement pour leurs éclairages Jean-Gabriel Ganascia (Président du comité d'éthique du CNRS, France), Julie Prost (Impala Avocats), Melissa Boudes et Christine Balagué (Chaire Good in Tech, France), Denis Pansu (Fondation Internet Nouvelle Génération-FING) Denis Stokkink (Think Tank Pour la Solidarité, Belgique) et Paul Duan (ONG Bayes Impact)

## **Qui sommes-nous? - Social Good Accelerator EU : mouvement européen pour la transition tech des organisations d'intérêt général**

Le [Social Good Accelerator: We need Tech to run for Social Good](#) Social Good Accelerator Europe est un mouvement européen né en 2017 d'un constat : la transition technologique des organisations de l'économie sociale et de la société civile, qui oeuvrent et innovent chaque jour pour l'intérêt général, n'est pas encore suffisamment prise en considération par les pouvoirs publics, les entreprises et les investisseurs. Elle est pourtant une condition sine qua non d'une innovation et d'une compétitivité européennes centrées sur le respect du vivant, la justice sociale et climatique. Cette transition technologique qui conduit à davantage d'efficacité pour les acteurs à but lucratif du secteur, mais aussi à de nouveaux garde fous, doit être accélérée et placée au cœur des stratégies de transition européennes, pour orienter nos modèles vers plus d'inclusion et de bien-être collectif.

Le collectif Social Good Accelerator EU est fédéré en association depuis 2018 et réunit plus de 30 organisations membres dans 5 pays. Il anime un plaidoyer, une communauté solidaire et propose des outils pour accompagner les acteurs qui ont besoin de mieux comprendre ou souhaitent contribuer davantage à la transition technologique des organisations d'intérêt général en Europe.

Nous travaillons à la montée en influence et en connaissances des organisations d'intérêt général en Europe sur les sujets de transition technologique.

Nos trois piliers d'action : Affaires publiques (lobbying), Recherche et Communauté (partage de connaissance, réseaux, action collective).

Nous réunissons plus de 60 membres européens, qui représentent plus de 1500 organisations de l'économie sociale et solidaire.

## **Partenaires de cette contribution**

